En 2018, Profession Recycleur a ouvert ses colonnes à une cinquantaine de professionnels du recyclage et de la récupération, qui ont été autant de contributions partagées avec ses lecteurs. Le dialogue continue bien évidemment en 2019. Si vous aussi souhaitez vous exprimer, contactez Christine Lairy à l'adresse christine.lairy@metaltribune.com ou au 02 99 85 47 62.

Arnaud Brunet, directeur général du BIR

Une industrie flexible et résiliente

Ce n'est pas un homme du sérail, puisqu'il a longtemps dirigé les relations extérieures Europe d'un groupe multinational. Arnaud Brunet paraît toutefois à l'aise dans le costume de directeur général du BIR. Il fête cette année le 2ème anniversaire de son arrivée au secrétariat général de l'organisation mondiale du recyclage qui, deux fois par an, réunit une convention ouverte à ses adhérents des quatre coins du monde. Le dernier rendez-vous, en mai, s'est déroulé à Singapour.

Comment s'est déroulée la dernière convention du BIR ?
La dernière convention a été un succès en termes de participants : ils étaient quelque 1.000 professionnels, à venir faire des affaires, mais aussi à se tenir à jour. Le challenge est toujours d'attirer les gens dans les sessions des différentes *commodities*. Nous avons eu une participation soutenue dans toutes les sessions. Nous avons légèrement changé le format depuis mon arrivée en favorisant les tables rondes et les discussions interactives. Cette formule rencontre beaucoup de succès. Nous allons continuer à la développer.

Quel est le constat à l'issue de cette convention ?
L'industrie du recyclage est très flexible, résiliente pour employer un mot à la mode. Elle a, *grosso modo*, très bien absorbé le choc des changements de politique chinoise. Je suis arrivé à l'été 2017 quand la Chine annonçait le changement de réglementation et les nouvelles normes. Depuis, par vagues successives, de nouvelles annonces sont arrivées, et les conséquences des premières. L'industrie a été terriblement déstabilisée avec un sentiment de panique. Finalement, les membres sont toujours là, et ils continuent à faire des affaires. Nous sommes une industrie d'avenir et ce n'est pas parce que nous rencontrons des difficultés très sérieuses que nous n'avons pas la capacité de nous réorganiser.

Avez-vous ressenti des tensions du côté américain ?
Ils ont une difficulté supplémentaire, à savoir les tensions commerciales avec la Chine. Cela affecte sans doute leur capacité à parler directement aux Chinois. Mais c'est plutôt le rôle du BIR. Nous avons cette capacité à nous situer au-delà des nations, des régions, des politiques locales… Les Américains souffrent mais ce sont des gens pragmatiques. Ils ont trouvé de nouveaux marchés, de nouveaux partenaires commerciaux, ce que j'avais déjà noté lorsque je suis venu en avril à l'ISRI (*Institute of Scrap Recycling Industries*). Ils sont là, solides. De leur côté, les Chinois se déplacent de façon opportuniste. Certains ont investi hors de la Chine pour créer des capacités de traitement

Les raisons pour lesquelles la Chine a pris ces mesures drastiques sont probablement guidées par un triple agenda. Agenda environnemental, d'abord : le pays fait face à des défis majeurs avec la pollution de l'air, de l'eau, les contaminations alimentaires, etc. Les matières recyclées sont un peu les victimes collatérales. Agenda social, ensuite : les questions environnementales deviennent un sujet de société important avec un risque d'instabilité que Pékin ne peut se permettre d'ignorer et une classe moyenne qui grossit de plus en plus. Agenda économique, enfin : transformer une contrainte en opportunité, avec un marché domestique en croissance, et donc générer de plus en plus de déchets à récupérer et à traiter de façon, à terme, à limiter les importations.

La Chine ne veut plus recevoir des marchandises de médiocre qualité mais est prête à accepter le haut du panier, la meilleure qualité. Les pays exportateurs doivent produire des qualités qui se rapprochent de la matière première d'origine.

Parvenez-vous à porter la parole des industries du recyclage auprès des autorités chinoises ?
C'est très compliqué parce que le mode de fonctionnement économique et politique est différent de nos systèmes occidentaux. Il faudrait être extrêmement arrogants pour imaginer faire du *lobbying* auprès des dirigeants chinois. Néanmoins, nous travaillons avec les associations chinoises membres du BIR. La Chine a besoin de ces matières, cela ne fait aucun doute. Le paradoxe aujourd'hui, c'est qu'elle substitue aux matières recyclées des matières premières. Une fois qu'elle aura déroulé tout son programme, d'ici fin 2020, elle fait le pari de l'autosuffisance, ce qui nous paraît ambitieux. On espère qu'elle rouvrira ses portes aux matériaux recyclés mais en restant exigeante sur la qualité. Son influence est importante car d'autres pays suivent, tout cela tire le marché vers le haut, vers plus de qualité.

Certains pays occidentaux pourraient vouloir relocaliser un certain nombre d'industries.
La question est posée depuis un moment au-delà de la seule problématique du recyclage. Il est peu probable que l'Europe connaisse une nouvelle révolution industrielle. C'est différent aux Etats-Unis puisque c'est le pari du président Trump. En revanche, le potentiel industriel en Europe est la montée en gamme de l'industrie du recyclage avec des investissements sur des traitements technologiques plus fins. Il est en train de se constituer une forte industrie du recyclage européenne. Une fois les matières de très bonne qualité sont produites, il faut encore leur trouver un client, et ce client pour l'instant c'est encore la Chine.

Depuis Singapour, le BIR a un nouveau président, Tom Bird. De nouveaux projets se dessinent-ils ?
Tom Bird connaît bien l'organisation et je pense que lors de la prochaine convention à Budapest, il livrera un panorama de sa vision et de ses grands projets.

Propos recueillis par Martine Chartier